

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202068]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 7, alinéa 2, et l'article 8 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2018;

Vu le rapport du 9 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 27 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, le 21°, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 21° le véhicule : le véhicule à moteur, l'ensemble de véhicules articulés ou remorque et prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont la masse maximale autorisée est de plus de 3,5 tonnes, à l'exclusion du véhicule à moteur, de l'ensemble de véhicules articulés ou remorque, utilisé de manière limitée sur la voie publique. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/4 rédigé comme suit :

« Art. 2/4. § 1^{er}. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1° réalise un investissement consistant en l'installation d'un équipement au gaz naturel sur un véhicule pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne;

2° a un siège d'exploitation qui se situe en Région wallonne.

Les investissements admis correspondent à 100 % du prix du kit moteur et du réservoir nécessaires à l'installation visée à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Le montant global de la prime visée à l'alinéa 1^{er} est fixé à 30 % des investissements admis pour les petites et moyennes entreprises et à 15 % des investissements admis pour les grandes entreprises.

Le Ministre peut préciser les investissements admis visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1° réalise un investissement consistant en l'achat d'un véhicule neuf au gaz naturel comprimé (CNG) pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne;

2° a un siège d'exploitation qui se situe en Région wallonne.

Les investissements admis sont limités à 30 % du prix, plafonné à 100.000 euros, du véhicule neuf visé à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Le montant global de la prime visée à l'alinéa 1^{er} est fixé à 50 % des investissements admis pour les petites et moyennes entreprises et à 40 % des investissements admis pour les grandes entreprises.

Le Ministre peut préciser les investissements admis visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1° réalise un investissement consistant en l'achat d'un véhicule neuf au gaz naturel liquéfié (LNG) pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne;

2° a un siège d'exploitation qui se situe en Région wallonne.

Les investissements admis sont limités à 40 % du prix, plafonné à 120.000 euros, du véhicule neuf visé à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Le montant global de la prime visée à l'alinéa 1^{er} est fixé à 50 % des investissements admis pour les petites et moyennes entreprises et à 40 % des investissements admis pour les grandes entreprises.

Le Ministre peut préciser les investissements admis visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 2, la demande de liquidation des primes visées aux paragraphes 1^{er} à 3 est introduite dans les trois mois à compter de la date de notification de la décision ou dans les trois mois à compter de la date de la dernière facture prouvant les investissements admis relatifs aux primes visées aux paragraphes 1^{er} à 3.

L'entreprise présente trente investissements admis maximum.

Les factures prouvant les investissements admis relatifs aux primes visées aux paragraphes 1^{er} à 3 sont émises au plus tard le 31 décembre 2021. ».

Art. 3. A l'article 14, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallons des 14 mai 2009, 26 février 2015 et 22 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 2/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 2/1 et 2/4 »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à l'article 2/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 2/1 et 2/4 ».

Art. 4. L'article 16 du même arrêté, est complété par un 3°, rédigé comme suit :

« 3° en cas de demande préalable de l'entreprise relative à la cession ou la modification de la destination ou des conditions d'utilisation des investissements, visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, 3°, du décret. ».

Art. 5. L'article 17 du même arrêté est complété par trois alinéas, rédigés comme suit :

« En cas de retrait partiel de la décision d'octroi de la prime à l'investissement intervenant avant la liquidation de la totalité de celle-ci, la partie de la prime à l'investissement induite, pour autant qu'elle ne soit pas supérieure au solde restant à liquider, est déduite de la liquidation d'une ou de plusieurs tranches à venir.

Dans les cas où les faits donnant lieu à récupération ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise ou de ses actionnaires, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut autoriser le maintien des incitants à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'un incitant et le nombre d'années prévu à l'article 12 du décret, sans toutefois que moins de trois ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'incitant.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime à l'investissement lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer. ».

Art. 6. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202068]

14. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 7, Absatz 2 und Artikel 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund des am 9. November 2018 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. Dezember 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinigten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 9. Oktober 2018;

Aufgrund des am 27. Februar 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 2004. März 11 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird Ziffer 21°, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2018, in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

„21° Fahrzeuge: Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die entweder teilweise oder ausschließlich für die Beförderung von Gütern auf der Straße vorgesehen sind oder benutzt werden und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht mehr als 3,5 Tonnen beträgt, mit Ausnahme der Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die auf der öffentlichen Straße nur in begrenztem Maße benutzt werden.“.

Art. 2. In denselben Erlass wird ein Artikel 2/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 2/4.- § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine Prämie an den Betrieb gewähren, der neben den in Artikel 2 genannten Bedingungen:

1° eine Investition tätigt, die in der Anlage einer mit Erdgasausrüstung an einem Fahrzeug besteht, für welches die Kfz-Verkehrssteuer in der Wallonischen Region geschuldet wird;

2° einen in der wallonischen Region gelegenen Betriebssitz hat.

Die zugelassenen Investitionen entsprechen 100 % des Preises des Motor-Kits und des Behälters, die für die in Absatz 1 erwähnte Anlage notwendig sind.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird auf 30 % der zugelassenen Investitionen für die Klein- und Mittelbetriebe und auf 15 % der zugelassenen Investitionen für die Großbetriebe festgelegt.

Der Minister kann die zugelassenen Investitionen nach Absatz 1 bestimmen.

§ 2. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine Prämie an den Betrieb gewähren, der neben den in Artikel 2 genannten Bedingungen:

1° eine Investition tätigt, die in dem Ankauf eines mit komprimiertem Erdgas (CNG) angetriebenen Fahrzeugs besteht, für welches die Kfz-Verkehrssteuer in der Wallonischen Region geschuldet wird;

2° einen in der wallonischen Region gelegenen Betriebssitz hat.

Die zugelassenen Investitionen werden auf 30 % des Preises, mit einem Höchstbetrag von 100.000 Euro, des in Absatz 1 Ziffer 1° genannten neuen Fahrzeugs begrenzt.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird auf 50 % der zugelassenen Investitionen für die Klein- und Mittelbetriebe und auf 40 % der zugelassenen Investitionen für die Großbetriebe festgelegt.

Der Minister kann die zugelassenen Investitionen nach Absatz 1 bestimmen.

§ 3. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine Prämie an den Betrieb gewähren, der neben den in Artikel 2 genannten Bedingungen:

1° eine Investition tätigt, die in dem Ankauf eines mit Flüssigerdgas (LNG) angetriebenen Fahrzeugs besteht, für welches die Kfz-Verkehrssteuer in der Wallonischen Region geschuldet wird;

2° einen in der wallonischen Region gelegenen Betriebsitz hat.

Die zugelassenen Investitionen werden auf 40 % des Preises, mit einem Höchstbetrag von 120.000 Euro, des in Absatz 1 Ziffer 1° genannten neuen Fahrzeugs begrenzt.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird auf 50 % der zugelassenen Investitionen für die Klein- und Mittelbetriebe und auf 40 % der zugelassenen Investitionen für die Großbetriebe festgelegt.

Der Minister kann die zugelassenen Investitionen nach Absatz 1 bestimmen.

§ 4. In Abweichung von Artikel 15, § 1 Absatz 1, und § 2, Absatz 2 wird der Antrag auf Auszahlung der in den Paragraphen 1 bis 3 genannten Prämien innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses oder innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der letzten Rechnung zur Bescheinigung der zugelassenen Investitionen in Bezug auf die in den §§ 1 bis 3 genannten Prämien eingereicht.

Der Betrieb legt höchstens dreißig zugelassene Investitionen vor.

Die Rechnungen zur Bescheinigung der zugelassenen Investitionen in Bezug auf die in den §§ 1 bis 3 genannten Prämien werden spätestens am 31. Dezember 2021 ausgestellt.“

Art. 3. Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009, vom 26. Februar 2015 und vom 22. Februar 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter « Artikel 2/1 » durch die Wörter "Artikel 2/1 und 2/4" ersetzt.

2° in Absatz 1 werden die Wörter « Artikel 2/1 » durch die Wörter "Artikel 2/1 und 2/4" ersetzt.

Art. 4. Artikel 16 desselben Erlasses wird durch eine Ziffer 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° im Falle eines vorherigen Antrags des Betriebs bezüglich einer Abtretung oder Änderung der Zweckbestimmung oder der Benutzungsbedingungen der Investitionen im Sinne von Artikel 16 Absatz 1, Ziffer 3° des Dekrets.“

Art. 5. Artikel 17 desselben Erlasses wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Bei einem teilweisen Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Investitionsprämie vor deren vollständigen Auszahlung, wird der nicht geschuldete Teil der Investitionsprämie von der Auszahlung einer oder mehrerer künftigen Tranchen abgezogen, unter der Voraussetzung, dass der nicht geschuldete Teil den noch auszahlenden Saldo nicht übertrifft.

In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Beitreibung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Betriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann der Minister oder der beauftragte Beamte die Aufrechterhaltung der Anreize genehmigen, und zwar in Höhe des Verhältnisses zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das ein Anreiz gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 12 des Dekrets, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Anreizes geführt hat, weniger als drei Jahre verstrichen sind.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf die Beitreibung der gesamten Investitionsprämie oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.“

Art. 6. Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. März 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202068]

14 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 7, tweede lid en artikel 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2018;

Gelet op het rapport van 9 oktober 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslinies;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 27 februari 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, wordt punt 21°, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2018, in volgende lezing hersteld:

« 21° voertuig: het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens bedoeld of gebruikt, al dan niet gedeeltelijk, al dan niet uitsluitend, voor het vervoer over de weg van goederen en waarvan het maximaal toegestane totaalgewicht meer dan 3,5 ton bedraagt, met uitzondering van het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens, gebruikt op beperkte manier op de openbare weg.”

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/4. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een premie toekennen aan de onderneming die, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

1° een investering uitvoert, namelijk het monteren van een aardgasaangedreven uitrusting op een voertuig waarvoor de verkeersbelasting in het Waals Gewest verschuldigd is;

2° een bedrijfszetel heeft, gelegen in het Waalse Gewest.

De toegelaten investeringen vertegenwoordigen 100 % van de prijs van de motorkit en de brandstoftank benodigd voor de uitrusting bedoeld in lid 1, 1°.

Het globale bedrag van de premie bedoeld in lid 1 wordt vastgesteld op 30 % van de toegelaten investeringen voor kleine en middelgrote ondernemingen en op 15 % van de toegelaten investeringen voor grote ondernemingen.

De Minister kan de toegelaten investeringen, bedoeld in lid 1, nader bepalen.

§ 2. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een premie toekennen aan de onderneming die, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

1° een investering uitvoert, namelijk de aankoop van een nieuw voertuig, aangedreven op samengedrukt aardgas (CNG) waarvoor de verkeersbelasting in het Waals Gewest verschuldigd is;

2° een bedrijfszetel heeft, gelegen in het Waalse Gewest.

De toegelaten investeringen worden beperkt tot 30 % van de prijs, met een maximumbedrag van 100.000 euro, van het nieuwe voertuig bedoeld in lid 1, 1°.

Het globale bedrag van de premie bedoeld in lid 1 wordt vastgesteld op 50 % van de toegelaten investeringen voor kleine en middelgrote ondernemingen en op 40 % van de toegelaten investeringen voor grote ondernemingen.

De Minister kan de toegelaten investeringen, bedoeld in lid 1, nader bepalen.

§ 3. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een premie toekennen aan de onderneming die, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

1° een investering uitvoert, namelijk de aankoop van een nieuw voertuig, aangedreven op vloeibaar gemaakt aardgas (LNG) waarvoor de verkeersbelasting in het Waals Gewest verschuldigd is;

2° een bedrijfszetel heeft, gelegen in het Waalse Gewest.

De toegelaten investeringen worden beperkt tot 40 % van de prijs, met een maximumbedrag van 120.000 euro, van het nieuwe voertuig bedoeld in lid 1, 1°.

Het globale bedrag van de premie bedoeld in lid 1 wordt vastgesteld op 50 % van de toegelaten investeringen voor kleine en middelgrote ondernemingen en op 40 % van de toegelaten investeringen voor grote ondernemingen.

De Minister kan de toegelaten investeringen, bedoeld in lid 1, nader bepalen.

§ 4. In afwijking van artikel 15, § 1, lid 1, en § 2, lid 2, wordt de aanvraag tot vereffening van de premies bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 ingediend binnen de drie maanden te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing of binnen de drie maanden te rekenen van de datum van de laatste factuur waarmee de toegelaten investeringen voor de premies bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 bewezen worden.

De onderneming kan maximum dertig investeringen voorleggen.

De facturen waarmee de toegelaten investeringen voor de premies bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 bewezen worden, worden uiterlijk op 31 december 2021 uitgereikt.”

Art. 3. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 mei 2009, 26 februari 2015 en 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “in artikel 2/1” vervangen door de woorden “in artikelen 2/1 en 2/4”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “in artikel 2/1” vervangen door de woorden “in artikelen 2/1 en 2/4”.

Art. 4. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt:

“3° in geval van voorafgaande aanvraag van de onderneming met betrekking tot de afstand van de investeringen of de wijziging van de bestemming of van de gebruiksvoorwaarden ervan, bedoeld in artikel 16, lid 1, 3°, van het decreet.”

Art. 5. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« Bij een gedeeltelijke intrekking van de beslissing tot toekenning van de investeringspremie, die plaatsvindt voor de vereffening van de gehele premie, wordt het niet-verschuldigd deel van de investeringspremie, voor zover deze niet hoger is dan het te vereffenen restsaldo, afgetrokken van de vereffening van één of meerdere toekomstige schijven.

In de gevallen waarin de feiten die aanleiding geven tot terugvordering niet hun oorsprong vinden in een fout of een vrijwillige daad van de onderneming of haar aandeelhouders, kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar toelaten dat de incentives behouden worden ter hoogte van de verhouding tussen het aantal jaren van werkelijk gebruik van het aan genoemde incentive onderworpen goed en het in artikel 12 van het decreet voorziene aantal jaren zonder dat er evenwel minder dan drie jaar verstreken mogen zijn sinds het einde van de uitvoering van de investering tot de dag waarop de gebeurtenis plaatsvindt die de intrekking van de incentive verantwoordt.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan van de gehele of gedeeltelijke terugvordering van de investeringspremie afzien wanneer de kost van deze terugvordering hoger dreigt te zijn dan het terug te vorderen bedrag.”

Art. 6. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET